

LE DÉFICIT PUBLIC & LA DETTE PUBLIQUE

C'EST GRAVE, DOCTEUR ?

ÉDITION 2026



La dette fait actuellement l'objet d'une instrumentalisation anxiogène. L'endettement excessif est utilisé pour justifier de nouvelles coupes dans les budgets publics, donc la baisse des moyens des services publics et l'affaiblissement des solidarités collectives.

Sous couvert de bon sens et de bonne gestion, le Projet de loi de finance (PLF) et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2027 sont placés sous le signe d'une volonté de désendettement par l'austérité budgétaires, c'est-à-dire la réduction des dépenses...

Ce chantage à la dette doit cesser. L'austérité est loin d'être une fatalité !

LE PIRE DES DANGERS, C'EST DE BAISSER LES DÉPENSES !

Le **vrai danger**, c'est la fragilisation des services publics, par le manque de moyens qui devient criant et l'absence de revalorisation salariale des agent-es, qui provoque une grave crise de recrutement.

La seule vraie dette que nous laissons aux générations futures **est de nature écologique**. Des investissements et donc des emprunts massifs sont absolument nécessaires et urgents pour la bifurcation écologique, l'adaptation face à la crise climatique.



Les dépenses publiques ne sont pas du gaspillage mais des **investissements pour l'avenir**. Un **déficit public maîtrisé est incontournable pour stimuler, soutenir, orienter, transformer l'économie**. Les dépenses dans les services publics, l'adaptation au dérèglement climatique, le système de santé ou les prestations sociales bénéficient à toutes et tous.

Par ailleurs, ces dépenses **contribuent au dynamisme global de l'économie** française, en favorisant la croissance et l'emploi. Par exemple, en revalorisant les salaires des agent-es des services publics ou les pensions de retraites, on stimule la demande de biens et services et on encourage ainsi la production, donc l'emploi. Au contraire, quand les revenus n'augmentent pas aussi vite que les prix, la consommation se contracte et c'est toute l'économie qui en pâtit...

TROP DE DETTES ?

L'endettement n'est pas mauvais en soi. Il est perçu comme tout à fait naturel que les entreprises s'endettent pour financer leurs investissements ou que les ménages contractent des crédits immobiliers pour acheter leur logement. Pourquoi cela serait-il différent pour l'État et la Sécurité sociale ? En la matière, les administrations publiques disposent même d'un avantage décisif : elles n'ont pas de durée de vie finie, ce qui leur permet de contracter des emprunts de très longue durée, et de faire **rouler leur dette**, c'est-à-dire d'emprunter de nouveau pour rembourser les dettes arrivées à échéance.

SORTIR DE LA DOMINATION DES MARCHÉS FINANCIERS



La difficulté aujourd'hui, c'est que les taux d'intérêt, qui sont déterminés par les marchés financiers sur lesquels sont émis nos titres de dette, sont en augmentation. La charge de la dette augmente et représente une part importante des budgets publics.

Le choix qui a été fait de s'en remettre aux marchés financiers pour financer notre déficit public est une impasse dont il est urgent de sortir. Nos marges de manœuvre budgétaires ne peuvent pas être assujetties au bon vouloir de fonds de pensions et autres investisseurs institutionnels dont l'objectif n'est pas l'intérêt général mais d'obtenir le meilleur rendement possible pour leurs placements.

L'avenir de nos services publics ne doit plus être objet de spéculation.

Il existe des pistes alternatives au financement par les marchés financiers, qui doivent être explorées : réhabilitation du circuit du Trésor, création d'un pôle public bancaire, annulation ou gel de la partie de la dette qui est détenue par la Banque centrale, etc.

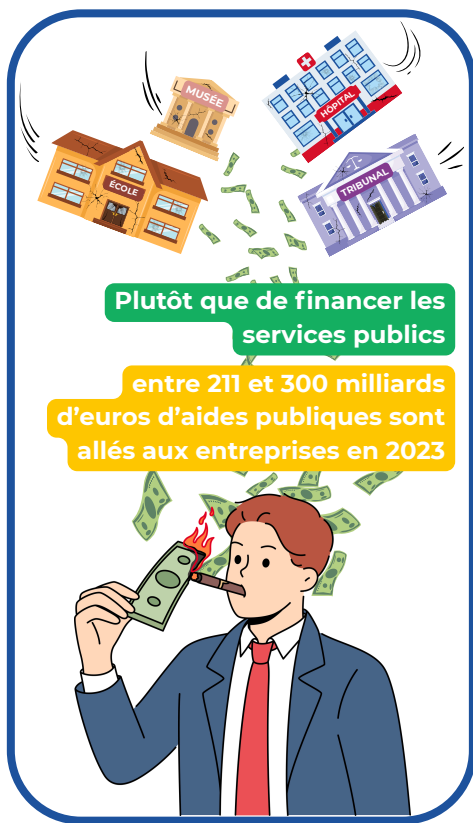
Dans l'immédiat, il faut surtout **augmenter les recettes**, en mettant fin aux cadeaux fiscaux faits aux plus fortuné·es, qui sont **doublement gagnant·es** puisqu'ils et elles peuvent percevoir des intérêts en prêtant les sommes qu'ils ont économisées grâce aux baisses d'impôts !

QUI SONT LES VÉRITABLES « ASSISTÉ·ES » ?

Depuis 2017, la **politique budgétaire inefficace de cadeaux aux grandes entreprises et aux plus riches**, pudiquement intitulée « politique de l'offre », consiste à un effacement des recettes fiscales, passées selon l'Insee de 54,3 % du PIB en 2017 à 51,4 % en 2024, la Cour des comptes chiffrant cet effacement à 62 milliards d'euros.



Ce sont **les grandes entreprises**, plus exactement leurs patrons et leurs actionnaires, qui **sont les assisté·es** ! Les **aides publiques aux entreprises atteignent des sommets** et s'élèvent à 211 milliards en 2023 (selon la commission d'enquête du Sénat – 6690 € par seconde !), et même à 270 milliards (selon Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre dans leur livre *Hold up* ! – plus que ce que l'État dépense pour la Santé).



En ajoutant les niches fiscales, la barre des 300 milliards est allègrement dépassée, un montant avoisinant l'enveloppe du budget de l'État, celle qui finance notamment les Services publics. Un « **pognon de dingue** » qui profite **principalement aux très grandes entreprises multinationales et non aux PME** selon l'Insee, sans effet notable sur la création d'emplois (selon France Stratégie, organisme pourtant rattaché à Maitignon !) et sans contreparties sociales et environnementales.

Parallèlement, **les dividendes** (14 fois moins taxés que le travail selon l'OCDE) **augmentent de manière faramineuse depuis 2020** ainsi que le nombre de millionnaires, multiplié par 7 depuis 2000 en France, arrivée au 3^e rang mondial derrière la Chine et les États Unis (selon une étude de la banque suisse UBS). La « politique de l'offre » ne fait qu'alimenter les profits déjà mirifiques des ultra-riches, au détriment du reste de la population. Un **ruissellement inversé qui assèche tous les mécanismes de redistribution sociale** de la richesse nationale.

THERE IS NO ALTERNATIVE ! REALLY ?

Face aux enjeux budgétaires et à la colère qui monte dans la population, le gouvernement n'a plus le choix : il est désormais **inévitables de faire contribuer les plus riches, dans l'intérêt général**. Le budget 2027 doit être l'occasion de mettre en œuvre les mesures concrètes attendues par la population. **Six mesures permettraient de dégager plus de 80 milliards de recettes** qui manquent actuellement cruellement pour réduire les inégalités qui ne cessent de se creuser.

1 - Taxer le patrimoine (y compris les biens professionnels) des **1800 Français-es qui possèdent plus de 100 millions d'euros** (comme proposé avec la taxe Zucman).

+20 milliards d'euros

2 - Mieux taxer les dividendes en supprimant le prélèvement forfaitaire unique (ou flat tax), pour réaligner la fiscalité du capital sur celle du travail

+9 milliards d'euros

3 - Restaurer l'ISF dans une version rénovée pour mieux prendre en compte la totalité du patrimoine (y compris celui caché dans les holdings familiales ou injecté dans l'entreprise), et **avec une surtaxe climatique** (indexée sur l'empreinte carbone du patrimoine financier détenu dans les actions, obligations, assurances-vie...)

+15 milliards d'euros

4 - Réformer l'imposition de l'héritage en ciblant les super-héritages (fin des exonérations et niches fiscales dont bénéficient disproportionnellement les plus riches, prise en compte des assurances-vie, et des donations du vivant qui ne concernent que 20 % de la population)

+12 milliards d'euros

5 - Rénover la taxe sur les transactions financières (augmentation du taux à 0,5 %, mais aussi fin des exemptions et de l'exclusion des opérations intra-journalières dans l'assiette de la taxe)

+11 milliards d'euros

6 - Remettre en place une taxation des superprofits (bénéfices excessifs réalisés par une entreprise non pas grâce à des innovations technologiques ou des gains de productivités mais en profitant de circonstances externes comme une guerre ou une pandémie pour augmenter ses marges et ses prix), appliquée à l'ensemble des secteurs (et pas seulement à celui de l'énergie)

+20 milliards d'euros

Les deux principaux arguments du pouvoir depuis 2017 pour justifier tous les cadeaux faits aux plus riches et aux multinationales étaient de deux natures : endiguer le phénomène d'exil fiscal et relancer l'investissement. Or, **ces cadeaux fiscaux ont coûté bien plus cher que ce que coûtait l'exil**, sans pour autant relancer l'investissement productif (la suppression de certaines niches ciblées associées à l'ISF ont fait chuter l'investissement dans les PME). Et de l'aveu même du Conseil d'analyse économique et le Haut-commissariat à la stratégie et au plan, **le risque l'exil fiscal est très faible en France.**

La seule suppression de l'ISF a coûté 160 fois plus cher...

que le coût de l'exil fiscal !



Testez notre simulateur de budget 🙌

Revenir en partie sur la politique de l'offre par ces six mesures ciblées permettrait, sans risque pour l'économie, de **réaffecter les recettes récupérées dans l'intérêt général**, pour enfin commencer à **répondre aux besoins sociaux, investir dans la transition écologique et réduire les inégalités** qui minent la société et son avenir. Essayez par vous-même de réaffecter ces nouvelles recettes fiscales avec **notre simulateur de budget !**

Ces alternatives n'advieront pas toutes seules.

L'année dernière, les débats autour de la taxe Zucman ont permis de dévoiler la faiblesse du taux d'imposition réellement supporté par les plus fortuné.es, ce qui constitue un véritable hold-up sur nos finances publiques.

Mais la contre-offensive médiatique menée par les bénéficiaires des baisses d'impôts et leurs relais politiques contre cette mesure de justice fiscale nous a aussi montré leur capacité à se mobiliser pour conserver leurs privilèges. Nous devons donc nous aussi être fort-es et mobilisé-es !

POUR IMPOSER UN BUDGET DE JUSTICE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE, MOBILISONS-NOUS !



Engagé-es
au quotidien